
Ennahdha et l'essor des associations islamiques en Tunisie : revendiquer l'islam politique au-delà de la dimension partisane ?¹

Ester Sigillò*

Après la chute du régime de Ben Ali en 2011, l'activisme islamique a fait sa réapparition au sein d'une scène publique renouvelée. L'ouverture d'opportunités sociopolitiques a notamment permis l'émergence de nouvelles formes d'engagement à référence religieuse, qui se déployaient jusqu'alors dans la clandestinité (Burgat, 2008). Parallèlement à la légalisation du parti Ennahdha, les associations religieuses sont devenues de nouveaux espaces d'expression pour un public islamique hétérogène. Ce dernier est constitué de groupes divers, qui ont pour la plupart représenté l'électorat d'Ennahdha aux premières élections libres en 2011, bien qu'ils ne partagent pas toujours les objectifs du parti (Merone *et al.*, 2018). Il s'agit d'anciens militants du mouvement, des adhérents de la nouvelle génération qui n'a pas fait l'expérience du militantisme au sein de l'organisation depuis ses origines, des sympathisants, des prédicateurs qui ne sont pas directement liés au parti, enfin d'autres activistes qui se sont distancés d'Ennahdha, et qui sont considérés comme les plus radicaux. Ces groupes constituent un milieu varié, composé de personnes qui se perçoivent comme faisant partie d'une communauté islamique, indépendamment de leur intérêt spécifique pour la politique (*Ibid.*).

Cet article aborde le positionnement des nouvelles associations à référence religieuse vis-à-vis de l'évolution de l'agenda du parti Ennahdha, dans le contexte politique de la Tunisie postrévolutionnaire, de 2011 jusqu'aux élections de 2019. L'article se focalise en particulier sur l'inscription de ces associations dans les dynamiques de transformations du parti, dont le point culminant est la décision, lors du X^e Congrès en 2016, de séparer les activités partisanes de celles à dimension religieuse. L'argumentation de notre démonstration est bâtie sur le croisement original entre la littérature sur les transformations de l'islam politique et la littérature sur les rapports entre associations et partis politiques.

* Postdoctorante (Max Weber Fellow) à l'Institut Universitaire Européen de Florence; membre du programme ERC TARICA.

1. Cet article a bénéficié du soutien du Conseil européen de la recherche, Programme Horizon 2020, projet ERC TARICA convention n° 695674 et s'inscrit dans le cadre d'une recherche doctorale sur les associations en Tunisie après 2011.

Dans la littérature, deux manières d'envisager le processus de transformation des mouvements islamistes sont présentes. Des auteurs tels qu'A. Bayat (1996) et O. Roy (1999) ont expliqué que ce processus de transformation relevait du post-islamisme, en mettant en évidence le fait que l'islamisme en tant que processus de changement révolutionnaire avait échoué. La deuxième tendance met plutôt l'accent sur le concept de modération. Pour des auteurs comme J. Schwedler (2007), le principal facteur d'évolution est celui de la transformation de la stratégie politique islamiste dans un contexte d'ouverture et de libéralisation sociopolitique, au sein duquel les islamistes envisageraient une politique d'intégration institutionnelle et de modération idéologique. Ces deux approches analytiques mettent en évidence un processus de transformation de l'action politique islamiste, mais conceptualisent relativement peu les formes de militantisme que l'on retrouve notamment dans une sphère d'engagement extérieure au parti : le tissu associatif. Par ailleurs, la plupart des travaux académiques sur la transformation d'Ennahdha après 2011 se sont concentrés sur une analyse monodimensionnelle des discours et pratiques du parti (Cavatorta et Merone, 2015 ; Marks, 2015 ; Wolf, 2017). Cependant, on observe que des dynamiques de tension existent entre le parti et des activistes engagés hors de la sphère partisane, qui relève des formes hétérogènes du militantisme islamique.

D'après F. Sawicki (2017), au-delà de l'organisation formelle d'un parti, il est nécessaire de saisir son « milieu partisan », défini comme « l'ensemble des individus et des groupes – ainsi que les réseaux qui les lient –, dont les activités contribuent, sans que cet objectif soit nécessairement recherché, à faire exister un parti donné » (Sawicki, 2017). Ainsi, la notion de « milieu partisan », utilisée par F. Sawicki pour décrire la structuration du Parti socialiste dans le département d'Ille-et-Vilaine, peut être utile pour comprendre les réseaux sociaux localisés qui nourrissent l'activisme partisan dans d'autres contextes. Nous proposons de la mobiliser pour analyser les liens entre le parti islamiste et les nouvelles associations à référence religieuse en Tunisie (Sawicki, 1994). Ainsi, notre article propose d'inscrire les transformations d'Ennahdha dans un cadre d'analyse qui inclut les dynamiques extra-partisanes, notamment à travers l'entrée des associations islamiques qui émergent en Tunisie après 2011.

Contrairement à d'autres pays du monde arabe, les travaux sur les associations islamiques² et leurs liens à la sphère partisane ne sont pas très développés en Tunisie. Cela s'explique en partie par la spécificité du contexte tunisien, concernant les politiques suivies par le régime d'Habib Bourguiba et de Ben Ali vis-à-vis du mouvement islamiste. En Égypte, par exemple, les Frères musulmans avaient le droit, contrairement aux militants d'Ennahdha en Tunisie, de créer des associations caritatives dans une logique de subsidiarité vis-à-vis de l'État. Dans les années 1970-1980, l'investissement des Frères musulmans au sein des associations de charité était encouragé par les pouvoirs publics, dans le cadre du « compromis historique » avec la confrérie (Ben Néfissa, 2002). En Algérie, des associations caritatives à référent religieux se sont « converties »

2. Comme il n'existe pas de définition reconnue du terme « association islamique », j'utiliserai ici la formule adoptée par Sarah Ben Néfissa : « les associations peuvent être considérées comme islamiques dans la mesure où le référent islamique apparaît clairement dans la motivation et les intentions du gouvernement action » (Ben Néfissa, 2004, p.114).

dans le militantisme partisan dès la naissance du FIS (Front islamique du Salut) en 1988 (Aït-Aoudia, 2013).³ De même, le Parti de la Justice et du Développement (PJD) au Maroc est le produit d'associations islamistes (Seniguer, 2013). Notamment, le MUR (Mouvement Unité et Réforme), une structure au sein du parti, fédère de nombreuses associations qui gardent les liens du parti avec sa base (Mohsen-Finan, 2005).

En Tunisie, le milieu associatif islamique émerge dans le cadre de la « transition démocratique », moment où la légitimité associative repose sur son autonomie par rapport à la sphère politique. Néanmoins, la plupart de ces associations religieuses ont été créées par des activistes idéologiquement proches du parti ; bien qu'ils ne soient pas nécessairement intéressés à la politique partisane, le parti islamiste représente leur référent symbolique majeur.

Cet article souhaite contribuer à la littérature sur les transformations de l'islam politique en Tunisie à travers l'entrée du milieu associatif, tout en mettant en lumière la spécificité du contexte tunisien par rapport à d'autres pays du monde arabe. Ainsi, il s'agit de cerner la pluralisation des modes d'engagement, au-delà de la sphère partisane, en interrogeant de manière critique les travaux fondés sur une analyse linéaire et monodimensionnelle de la transformation des mouvements islamistes. En effet, notre étude met au jour une dynamique de reconfiguration d'un réseau à référent islamique, qui prend formellement ses distances avec le parti Ennahdha, selon des logiques différentes. Elle s'appuie sur une approche empirique et localisée des réseaux et des mobilisations associatives. Les enquêtes ont été menées lors d'un terrain de longue durée dans le cadre de recherche doctorale et postdoctorale (projet ERC TARICA) dans quatre gouvernorats de la Tunisie : Grand-Tunis, Siliana, Sfax et Médenine⁴. Elles combinent différents outils méthodologiques : des entretiens semi-directifs avec les fondateurs et fondatrices des associations⁵; des observations participantes des activités ; le recueil du matériel produit directement par les associations, le suivi des réseaux sociaux, notamment Facebook. Cette diversité d'outils permet de saisir la mise en réseaux des associations, leur positionnement vis-à-vis du parti et des trajectoires individuelles de ses membres.

La spécialisation d'Ennahdha à l'aune de la séparation entre parti et mouvement

Au lendemain du X^e Congrès du parti Ennahdha, le 16 mai 2016, son président-fondateur, Rached Ghannouchi, déclare : « il n'y a plus de justification à l'islam politique en Tunisie »⁶. Cette déclaration, qui semble indiquer un tournant majeur de la trajectoire du mouvement Ennahdha, invite à mieux cerner les enjeux et les logiques qui guident la décision du parti islamiste de

3. Ainsi, la genèse du FIS s'appuie largement sur l'activation de réseaux associatifs préconstitués, définis par certains chercheurs comme « milieu pré-partisan » (Aït-Aoudia et Dézé, 2011).

4. Une partie des enquêtes à Sfax et à Tunis ont été menées en équipe avec Damiano De Facci.

5. Pour garantir l'anonymat de mes interlocuteurs, la plupart des noms des personnes et des associations ont été changés.

6. Cf. https://www.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie_4921904_3210.html

s'engager dans un processus de « spécialisation » (*takhassus*). Pour comprendre ce processus, il apparaît également nécessaire de prendre en compte les dynamiques de transformation d'Ennahdha depuis ses origines.

Dans les années 1970, après une période de gestation au sein des mosquées, comme communauté (*jama'a al-Islamiyya*) ou association de prédication islamique qui vit la religion et la politique comme « deux parties d'un ensemble » (*shumuliyya*), l'islam politique émerge et s'affirme en Tunisie au sein des universités (Cavatorta et Merone, 2015). L'islam est considéré par les islamistes comme une pratique globale, qui ne différencie pas l'activité religieuse de l'activité sociale ou politique. La stratégie de « spécialisation » annoncée officiellement en 2016 se révèle donc problématique. En effet, elle organise la distinction entre deux dimensions à l'origine intrinsèquement liées d'un même groupe politique, la dimension partisane (*hizb*) et celle liée au mouvement religieux (*haraka*), autrement dit elle tend à faire de la politique et du « mouvement social à caractère religieux » (Ferjani, 2014), deux sphères d'engagement autonomes.

En réalité, le processus contribuant à cette spécialisation a commencé bien avant 2011, en lien avec la politisation du mouvement. Celui-ci s'est développé en deux étapes : lorsqu'en 1981 le Groupe islamique tente de créer un parti, qui s'appelle alors Mouvement de la tendance islamique (*harakat Ittijah al-islami*), et en 1989, lorsque le nouveau président Ben Ali, qui semblait initialement favorable à une politique d'inclusion, permet la création du parti sans pourtant le légaliser officiellement. Afin de se conformer à la loi tunisienne interdisant les partis religieux, Rached Ghannouchi décide de changer le nom du Mouvement de la tendance islamique (MTI) en Mouvement Ennahdha (le Mouvement de la Renaissance), en signant l'abandon de la référence à l'islam dans son appellation.

La transformation idéologique du parti est restée le concept clé du discours public d'Ennahdha depuis 2011. Après la légalisation du parti, de nombreux militants ont réclamé un agenda islamiste, qui combinerait à la fois religion et politique. Les changements politiques survenus sur la scène politique tunisienne entre 2011 et 2014 ont cependant obligé les dirigeants à se concentrer sur la politique institutionnelle, principalement focalisée sur les débats constitutionnels.⁷ Cela a créé une séparation entre les militants purement « islamistes » et les « politiciens de profession » (Netterstrøm, 2015). En effet, lors du IX^e Congrès, en juin 2012, la direction de l'organisation a lancé un débat sur la différenciation des activités du parti entre la prédication (*da'wa*) et la politique (*siasa*), proposant que les membres les plus conservateurs du groupe s'engagent au sein de la société civile indépendamment de la politique partisane (McCarthy, 2015). Dans la foulée, des prédicateurs historiques d'Ennahdha, tels que Habib Ellouze et Sadok Chourou, représentant d'un projet politique guidée par la *da'wa*, décident de créer une nouvelle association : *Dawa wa Islah* (DwI). La portée implicite de l'organisation était de faire le pont entre le parti et une société civile islamique (Merone et al. 2018).

L'idée de spécialisation a évolué au fil des années dans un contexte caractérisé par différents types de pression exercés sur le parti. En 2012, dans un

7. Comme renoncer à intégrer les références à la charia et accepter d'y inclure la notion d'État civil et de liberté de conscience.

contexte de polarisation croissante, les forces anti-islamistes du pays serrent les rangs au sein d'un nouveau parti, Nidaa Tounes, dont l'objectif initial est de contrecarrer l'influence du parti Ennahdha⁸. Suite à la crise politique de l'été 2013 - au lendemain du deuxième assassinat politique d'un militant de gauche⁹ - les pressions contre le parti atteignent leur paroxysme. Lors du sit-in devant le parlement au Bardo réclamant le « départ » (*errahil*) des islamistes, des milliers de manifestants exigent la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC) et la révocation du gouvernement de Hamadi Jebali.

En réaction au risque de marginalisation de la scène politique, et dans un contexte d'instabilité politique, nombre des cadres du parti considèrent que toute perturbation du processus constitutionnel aurait pu remettre à l'ordre du jour l'ancien régime.¹⁰ L'été 2013 a ainsi marqué un tournant décisif. Notamment, le parti coupe radicalement ses liens avec les organisations salafistes – telles que le mouvement *Ansar al-Charia* – et formalise sa prise de distance vis-à-vis de l'islam politique¹¹. De plus, le gouvernement du Premier ministre islamiste Ali Laarayedh accepte de prendre part au dialogue national (*hiwar watani*) lancé par l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) en septembre 2013. Suite aux négociations, en janvier 2014 le gouvernement démissionne au profit de la formation d'un gouvernement de « technocrates ». Depuis cette séquence, et après les élections de 2014, où le parti perd un tiers de son électorat, Ennahdha décide de s'allier avec Nidaa Tounes, dans le sillage du consensus politique.

C'est dans ce contexte que le projet de la spécialisation aboutit. Lors de la cérémonie d'ouverture du X^e Congrès d'Ennahdha, Rached Ghannouchi annonce officiellement la séparation entre les compétences de la sphère politique et le champ d'action des activités religieuses¹². Au lendemain du Congrès, il déclare au journal *Foreign Affairs* : « L'organisation que j'ai cofondée dans les années 1980 n'est plus à la fois un parti politique et un mouvement social. Elle a mis fin à toutes ses activités culturelles et religieuses et se concentre maintenant uniquement sur la politique »¹³.

Cependant, la question de la séparation entre la religion et l'activité politique n'a jamais été vraiment tranchée au sein et à l'extérieur du parti. La persistance de la dénomination même de *Harakat al-Nahda* démontrait

8. Au sein de ce nouveau parti, plusieurs types de forces d'opposition se retrouvent : des figures proches du Néo-Destour, (parti président sous Bourguiba) et l'ancien parti de Ben Ali, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), mais aussi des anciens militants de gauche.

9. L'assassinat de Chokri Belaid, activiste de gauche, en février 2013 a déclenché les premières manifestations contre le gouvernement d'Ennahdha. En juillet 2013, Mohamed Brahmî, opposant politique au sein du parti du Mouvement populaire, a été également assassiné renforçant encore davantage les protestations anti-islamistes.

10. Dans un contexte marqué par la forte polarisation entre forces séculières et islamistes, certains activistes craignent de subir le même sort que les Frères Musulmans égyptiens (Marks 2015). Notamment, pendant l'été 2013, des militants de l'opposition ont tenté de lancer leur propre version du mouvement de protestation égyptien *Tamarod*, qui durant la même période avait conduit à la destitution du président islamiste Mohamed Morsi.

11. *Ansar al-charia* a été classée « organisation terroriste » en août 2013.

12. Cf. la dépêche diffusée par l'AFP le jour d'ouverture du Congrès : <https://www.lalibre.be/der-rieres-depeches/afp/tunisie-le-parti-islamiste-ennahda-lance-son-congres-en-presence-du-president-573f79f335702a22d78fe0f8>

13. Cf. Ghannouchi, R., "From political Islam to Muslim democracy: The Ennahda party and the future of Tunisia," *Foreign Affairs* 95 (2016): 58.

assez clairement que la référence à la dimension de mouvement (*haraka*) ne pouvait pas être abandonnée définitivement. Dans cette perspective, il convient d'étudier comment le champ associatif islamique s'est positionné face aux transformations du parti de 2011 à 2019, lors des dernières élections législatives. Comme on verra, pour Ennahdha ce « nouveau public religieux » représentait le milieu où il fallait affirmer son influence, le parti occupant une position privilégiée dans le paysage politique islamique jusqu'à 2013 (Merone et al., 2018). Cependant, la relation entre Ennahdha et le milieu associatif ne s'est pas développée de façon linéaire. Cette ambivalence devient claire après le tournant pragmatique du parti après l'été 2013.

L'essor des associations islamiques après 2011 : un milieu partisan d'Ennahdha ?

Après le décret-loi 88 de septembre 2011, qui a largement facilité les procédures administratives pour la création des associations, de très nombreuses associations à référent religieux, telles que les organisations caritatives ou de prédication, sont apparues dans le nouvel espace public tunisien¹⁴. La plupart de ces associations se sont développées, dans un premier temps, en tant que catalyseurs de l'activisme islamique.

Les associations caritatives (*al-jam'iyât al-khayriyya*) sont devenues une des formes les plus visibles du nouvel activisme à référence islamique, notamment investies par des militants d'Ennahdha. Ces associations sont apparues comme un moyen d'engagement « parallèle » ou « alternatif » au parti. D'après un ancien militant du MTI : « Après la révolution, on pouvait choisir si on s'engageait dans le parti politique ou dans les associations. Mais, surtout au début, il y avait des militants qui étaient engagés dans les deux ».¹⁵ Avec le multi-positionnement des activistes, les frontières entre l'activité politique et associative étaient floues. Mohamed, président d'une association caritative de Sfax et ancien militant du MTI explique ainsi : « au début, l'association faisait tout, il n'y avait pas vraiment de distinction entre activité politique et activité sociale ».¹⁶

La décision des activistes du mouvement de s'engager dans le secteur caritatif représente une sorte de revanche des opposants de l'ancien régime après la révolution, s'appuyant sur une vive critique des pratiques clientélistes en vigueur sous Ben Ali. D'après Mohamed, président d'une association de Sfax : « la plupart des associations de bienfaisance actives avant 2011 étaient obligées de respecter la liste des bénéficiaires imposée par les autorités locales »¹⁷. En effet, au cours de la répression contre le mouvement islamiste des années 1990, les militants avaient déjà organisé un réseau caritatif alternatif afin d'aider les familles des prisonniers politiques du mouvement. D'après Rachid, ancien militant du MTI, la charité faisait partie des activités principales du mouvement

14. IFEDA : Centre d'information, de formation, d'études et de documentation sur les associations, http://www.ifeda.org.tn/fr/index.php?lang=fr&id_page=5

15. Entretien, Tunis, mai 2016.

16. Entretien, Sfax, mai 2016.

17. Entretien avec le président d'une association de microcrédit à Sfax, mai 2016.

dans la « lutte contre l'exclusion socioéconomique des réseaux islamistes ». [...] « Sous le régime on faisait toujours de la charité en cachette, chez les familles les plus pauvres des prisonniers politiques, et aussi chez les veuves et orphelins des martyrs »¹⁸. Ainsi, les activités de charité lancées juste après la révolution étaient conçues que comme des activités religieuses, en opposition à la « charité d'État¹⁹ » : « Nous ne le faisons pas pour les pauvres, pour nous c'est notre religion, nous le faisons pour Dieu », explique le président d'une association de charité de Tunis²⁰. En suivant des prescriptions religieuses, leurs activités visent des objectifs spécifiques, tels que le soutien aux orphelins, ou des moments particuliers de l'année, comme la distribution du couffin de Ramadan, du mouton pour l'*Aïd*. De plus, ces associations se financent par la redistribution des *zakat* (aumône légale) collectées localement et par d'autres formes de dons (*sadaqat*).

Un deuxième type d'activisme associatif est celui des écoles religieuses qui ont émergé après 2011, alors que la chute du régime a permis la remise en question du cadrage doctrinal de l'éducation à l'islam dans le pays (Merone et al., 2018). Après la révolution, une nouvelle vague d'enseignement religieux émerge dans l'espace public et remet en cause le système éducatif traditionnel lié à la Mosquée de la Zitouna, accusée par les nouveaux prédicateurs - qui ont investi l'espace religieux après 2011 - d'être un instrument idéologique de l'élite au pouvoir sous Ben Ali (Merone et Cavatorta, 2013). D'après le président de l'association du *Quran*, qui se pose comme critique vis-à-vis du parti - « je n'aime pas du tout Ennahdha car il a toujours fait des compromis pour obtenir le pouvoir, nous on n'est pas intéressés par le pouvoir » - « avant la révolution, le peuple n'avait pas accès au vrai islam : les imams adhéraient tous au RCD »²¹.

Une troisième forme d'activisme islamique renvoie justement à la montée en puissance après la chute du régime, des nouveaux prédicateurs dans des espaces publics informels, tels que les cafés ou les places publiques (Merone et al., 2018). Dans la ville de Sfax, par exemple, les activités de prédication ont notamment évolué autour des jeunes imams charismatiques comme Mohamed Affès, prêcheur de la Grande Mosquée de Sfax, et Ridha Jaouadi, imam de la mosquée Lakhmi, président de l'association caritative Lakhmi et de l'association des imams²². La particularité de ces nouveaux imams est qu'ils sont acclamés sur la base d'un récit qui s'oppose à l'islam d'État et aux nominations administratives des imams de l'époque autoritaire. Dans ce nouveau récit mobilisé par des fidèles, les nouveaux imams « sont choisis par le peuple » (Grasso, 2018).

Durant la période 2011-2013, caractérisée par une confrontation croissante au sein de l'Assemblée nationale constituante entre les forces « islamistes » et « modernistes » autour des enjeux constitutionnels, le milieu associatif s'organise selon cette polarisation. Ainsi, l'année 2012 voit le regroupement d'une quarantaine d'associations de prédication, caritatives et des imams - le

18. Entretien avec le président d'une association caritative à Sfax, février 2016.

19. Cette expression, utilisée par le président d'une association caritative à Tunis, se réfère au mécanisme du contrôle de l'aide sociale sous l'ancien régime (Hibou, 2006 ; Destremau, 2009).

20. Entretien, Tunis, mai 2016.

21. Entretien, Tunis, octobre 2018.

22. Lors des élections législatives en octobre 2019, ces deux imams ont été élus en tant que députés de l'Assemblée des représentants du peuple sur la nouvelle liste *Al-Itlif Karama*, dont nous parlerons plus tard.

Front tunisien d'associations islamiques (*al-jabhat al-tunisiyya al-jami'iat al-islamiyya*) - qui se mobilise pour « lutter contre la laïcité et la profanation de l'islam en Tunisie »²³. Le 16 mars 2012, le Front organise une manifestation devant le siège de l'ANC - à laquelle participent des milliers de Tunisiens²⁴, pour réclamer l'introduction de la charia dans la future constitution du pays. Le 14 septembre de la même année, le Front organise la marche de la mosquée Al-Fath vers l'ambassade des États-Unis, où a lieu un sit-in exprimant son mécontentement à propos de la projection du film « Persépolis », qui aurait insulté le Prophète, sur la chaîne de télévision privée Nessma TV (Merone et al. 2018). Au cours de l'été 2013, les activistes du Front se mobilisent devant le parlement du Bardo pour défendre la légitimité des institutions transitoires issues des urnes, et menacées selon eux par des « communistes assassins », « adeptes du coup d'État », comme le proclament les slogans (Gobe et Chouikha 2014). Enfin, le Front participe également à la pétition en soutien à Ennahdha contre la grève de l'UGTT du 13 décembre pour protester contre le gouvernement de la Troïka. Certaines personnalités, comme Habib Ellouze, Sadok Chourou et Sahbi Atigue, dirigeants historiques d'Ennahdha, se distinguent en tant que « connecteurs d'espaces » entre le parti et le milieu associatif (Sigillò 2019).

A l'échelle locale, on retrouve d'autres exemples de réseaux associatifs islamiques, comme *Wa-attaawanou*, composé d'une trentaine d'associations à référent religieux, qui se mobilise à Sfax entre 2012 et 2013. La forte présence des militants d'Ennahdha dans le monde associatif avait ainsi amené les forces d'opposition à accuser le parti de recréer indirectement un système de contrôle politique sur la société civile à l'instar du RCD sous le régime de Ben Ali. Cependant ces réseaux associatifs ne s'alignent pas forcément sur les actions politiques du parti : ils continuent à se mobiliser pour l'insertion de la charia dans la constitution même après la décision du parti d'y renoncer, officiellement déclarée le 26 mars 2012.²⁵ Comme nous verrons, les activistes engagés hors du parti, et notamment dans le milieu associatif, peuvent s'inscrire dans des trajectoires multiples, au-delà de logiques pragmatiques.

Cependant, une partie des associations interviewées se réclament proches des valeurs d'Ennahdha, malgré le contexte défavorable au parti après l'été 2013. Au lendemain des assassinats politiques, certaines associations deviennent la cible d'opérations de police visant à vérifier la légalité de leurs activités. Toutes les activités accusées d'être de nature politique liées à Ennahdha et de causer la « wahhabisation » de la société tunisienne sont également visées (Sigillò 2018). Les réactions à ces mesures s'inscrivent dans un conflit politique qui se reflète dans une division du tissu social entre associations « séculières » et « islamistes ». D'après une activiste d'une association caritative à Tunis : « Notre association, comme beaucoup d'autres associations créées après la Révolution, est proche des valeurs d'Ennahdha. C'est à dire que nous ne sommes pas contre le parti, nous partageons les mêmes valeurs, mais nous ne sommes pas membres du

23. Page Facebook du Front tunisien d'associations islamiques : <https://www.facebook.com/front.national.des.associations.islamiques/>

24. Cf. <https://www.france24.com/fr/20120316-tunisie-manifestation-tunis-milliers-charia-constitution-religion-politique-assemblee-coran-islam->

25. Cf. https://www.tunisienumerique.com/ghannouchi-ennahdha-a-renonce-a-faire-de-la-chariaa-une-source-de-legislation-pour-preserver-lunite-du-pays/114610/?fbclid=IwAR1tWv-ZbccOro1hQ-q8eNFTP98N6v0HHiRSYA1wHwXV_GE3JOpKRI3kP8

parti. Mais juste pour le fait d'être proche de valeurs Ennahdha, nous sommes maintenant persécutés »²⁶. En effet, plusieurs associations insistent sur le fait qu'il s'est produit un net changement des mesures du contrôle de l'État après 2014, en lien avec la fragilisation d'Ennahdha à l'échelle nationale. La vice-directrice d'une association caritative d'Ettadhamen explique ainsi : « l'attaque de l'État visait à attaquer Ennahdha. Je me demande pourquoi l'État n'a pas contrôlé les associations caritatives séculières »²⁷.

Les différentes trajectoires des associations islamiques après le tournant de 2013

Après le tournant pragmatique d'Ennahdha, le rapport entre le parti et le milieu associatif devient ambivalent et les trajectoires des activistes engagés hors du parti se diversifient. Cependant, celles-ci ne sont pas exclusives et linéaires, elles peuvent se croiser en dessinant un espace de relations flou entre le parti et le milieu social islamique et révèlent différents scénarios.

La première trajectoire est celle de la professionnalisation des associations guidées par le souci de s'autonomiser de la sphère politique, dans un double contexte de contrôle accru par l'État et de spécialisation engagée par Ennahdha. Lors de son instauration en janvier 2014, le gouvernement technocrate de Mehdi Jomaa (indépendant) lance une campagne visant à rétablir le contrôle sur les mosquées et les associations religieuses. Le principal mécanisme de pression et de contrôle concerne les procédures de comptabilité et de financement illicites. Les sanctions prévoient entre autres la suspension de l'association durant un à trois mois, jusqu'au gel de ses avoirs ou même la fermeture définitive²⁸. Alors qu'Ennahdha tente d'opérer une médiation, le parti pousse également les militants engagés dans le domaine associatif à accepter la séparation entre la *da'wa* et la politique. Par conséquent, plusieurs cadres du parti ont quitté les conseils d'associations islamiques une fois élus à la *majlis choura* (conseil supérieur du parti) et inversement, certains membres de cette instance ont à leur tour quitté le parti pour se concentrer sur les activités de leurs associations, se consacrant exclusivement à la sphère sociale (Sigillò 2018).

Ainsi plusieurs associations à référence religieuse se sont progressivement transformées, aussi bien du point de vue de leur organigramme que de leurs activités. Comme le déclare un ancien cadre du MTI et président d'une association caritative à Tunis : « Nous cherchons à nous spécialiser dans le domaine de la société civile, alors qu'Ennahdha se spécialise dans les affaires politiques »²⁹. Le cas de la professionnalisation des associations caritatives est tout à fait emblématique. Afin de renouveler leur légitimité vis-à-vis de l'État et des bailleurs de fond occidentaux, plusieurs acteurs associatifs interrogés ont expliqué la volonté de leur organisation d'élargir l'éventail d'activités à « d'autres secteurs », comme celui du « développement social » (*tanmia ijtima'ia*), ou

26. Entretien avec le vice-président d'une association caritative à al-Manar, Tunis, juillet 2018.

27. Entretien avec un membre d'une association caritative à Ettadhamen, Tunis, juin 2018.

28. Entretien avec le responsable de la direction générale des partis politiques et associations auprès de la Présidence du gouvernement, Tunis, juillet 2018.

29. Entretien avec une association caritative à Tunis, octobre 2017.

du « développement humain » (*tanmia bashariyya*)³⁰. Plusieurs associations rencontrées ont indiqué s'être lancées dans l'organisation de séminaires et d'ateliers sur le « renforcement des capacités », les « bonnes pratiques » et la « bonne gouvernance », selon une logique de professionnalisation.

La professionnalisation des associations est ainsi non seulement une pratique vertueuse à adopter, mais également un moyen de défense contre « une attaque de l'État [...]. Nous devons perfectionner notre travail pour éviter d'être attaqués sur des questions bureaucratiques. Maintenant, les comptes sont en ordre, avec la liste complète des transactions monétaires provenant de nos donateurs nationaux et internationaux, donc on peut plus être attaqués »³¹. Ainsi, les associations ont entamé un processus de managérialisation des pratiques avec une attention particulière pour la gestion financière, qu'on peut retrouver aussi dans d'autres contextes.³² En effet, de nombreuses associations ont engagé un expert en comptabilité « afin d'éviter des problèmes avec l'État »³³.

Ce changement a eu un impact notable sur la manière dont les associations se présentent au public. Il est significatif que lors de mes entretiens avec des responsables associatifs, ces derniers ont tenu d'emblée à me montrer les registres financiers, révélant ainsi un souci de transparence. Au cours des entretiens, aux questions sur leur identité, plusieurs individus ont répondu en s'abstenant d'employer les termes « islamique » et « religieux » et en se désignant comme « de bons musulmans dans un pays musulman ». Certaines associations revendiquant une référence « humanitaire » plutôt qu'à l'islam, faisant souvent appel aux normes internationales comme instrument de légitimité : « nos activités caritatives ne sont pas basées sur une référence religieuse, mais s'inspirent des normes humanitaires établies par des organisations internationales telles que les Nations Unies »³⁴. De plus, plusieurs organisations ont changé leurs noms en adoptant un nouveau nom sans référence religieuse, qui rappelle plutôt un engagement dans le domaine de la « gouvernance locale », comme par ex. « association de solidarité citoyenne » ou « association pour le développement social ». Cette tendance prévaut dans toutes les régions de la Tunisie. Dans le gouvernorat de Médenine par exemple, au sud-est de la Tunisie, qui a connu un véritable boum d'activités caritatives lors de la crise de réfugiés libyens, plusieurs associations se sont reconverties en associations de développement dans les dernières années, abandonnant tout référent religieux.³⁵

Cependant, comme l'ont déclaré certains acteurs associatifs, le processus de professionnalisation n'empêche pas la référence implicite aux valeurs islamiques : « Cette transformation représente en réalité une évolution, qui suit le programme d'élaboration d'un islam moderne, c'est-à-dire la conception de solutions techniques permettant de vivre n'importe quel secteur de la vie selon les normes islamiques »³⁶. De plus, selon plusieurs cadres d'associations,

30. Extraits d'enquêtes menées dans les gouvernorats de Tunis, Médenine, Sfax et Siliana.

31. Entretien avec le président d'une association caritative à Siliana, juin 2016.

32. Sur la professionnalisation des associations dans le monde arabe cf. (Cheynis, 2008) et (Sbeih, 2019).

33. Entretien avec une association caritative à Médenine, février 2017.

34. Entretien avec une association caritative, Tunis, mars 2017.

35. Entretiens avec les membres d'associations de développement dans le gouvernorat de Médenine.

36. Entretien avec le président d'une association de da'wa à Siliana, novembre 2015.

la professionnalisation s'accompagne d'une stratégie de réseautage : « nous devons nous coordonner afin de résister à l'agression de l'État »³⁷. Le Front tunisien d'associations islamiques a donc laissé la place à des réseaux, associant uniquement des associations spécialisées dans un secteur spécifique d'activités. C'est le cas des réseaux des associations caritatives *ghossen ezzejtouna* dans le gouvernorat de Sfax, et du réseau *shabakat jameiat alhuquq waltanmia* pour ce qui concerne le secteur du développement social et gouvernance locale dans le gouvernorat de Siliana. De ce point de vue, le processus de spécialisation semble représenter une stratégie de d'adaptation à la suite d'une crise politique qui avait fortement délégitimé et fragilisé les acteurs islamiques dans le pays. Comme l'a déclaré un dirigeant d'une association de *da'wa* : « Grâce à la spécialisation, la sphère publique islamique est diversifiée, ce qui réduit le risque que le mouvement soit affaibli par les forces laïques du pays »³⁸.

Toutefois, le discours des acteurs interviewés révèle la persistance d'une forte conflictualité politique vis-à-vis des « gauchistes » et des « modernistes ». Si la conséquence institutionnelle majeure du processus de spécialisation est la séparation des carrières entre les dirigeants du parti et ceux des associations de l'autre, on observe néanmoins que certains militants, figures symboliques au sein du parti, ont conservé leurs positions dans les deux champs. Des plus, même si des associations renoncent officiellement au qualificatif « islamique » afin de se défendre contre l'accusation de « politisation », leurs membres ne remettent pas en cause leurs positions idéologiques personnelles, mais ils continuent à se mobiliser pour la défense des valeurs islamiques dans le pays.

Cette configuration révèle alors une deuxième trajectoire du milieu associatif, celle de la complémentarité vis-à-vis du parti à l'aune du processus de spécialisation. L'organisation des mobilisations contre le rapport de la COLIBE représentent un cas exemplaire³⁹. En août 2018, des activistes sont descendus dans la rue pour protester contre des propositions d'amendements constitutionnels en matière d'égalité des sexes. Cette mobilisation était cependant loin d'être spontanée (Gana et Sigillò, 2019). Elle était organisée par un collectif d'associations religieuses, telles que l'association *Da'wa al Islah* (DwI), l'Association de la grande mosquée Zitouna, l'Association des imams. Les manifestants ont défilé avec une banderole portant l'inscription « Le Coran avant tout autre texte », pour affirmer la primauté du texte sacré sur la loi civile. Cette mobilisation faisait écho à toutes les manifestations organisées par le Front des associations islamiques en 2012-2013, mais avec une différence majeure. En effet, l'initiative était qualifiée par ses promoteurs de mobilisation de la « société civile » pour le soutien des valeurs islamiques, respectant ainsi la règle de la « spécialisation » et permettant de lever *a priori* toute accusation contre Ennahdha de poursuivre des objectifs liés à l'islam politique. D'après un membre de l'association DwI, ancien militant au sein du MTI et sympathisant du parti : « ce sont les associations qui se mobilisent pour la défense des

37. Entretien avec le vice-président d'une association caritative à Tunis, décembre 2016.

38. Entretien fait à Tunis, juillet 2018.

39. La Commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE) était créée par l'ex président de la République Béji Caïd Essebsi le 13 août 2017. Elle était chargée de préparer un rapport concernant les réformes législatives relatives aux libertés individuelles dans le pays.

valeurs islamiques, car Ennahdha ne peut pas s'exposer trop, elle doit faire des compromis avec les autres forces du pays »⁴⁰.

Ainsi, les discours des acteurs sur le terrain mettent en avant le caractère autonome des mobilisations par rapport à Ennahdha. D'après le porte-parole du Collectif pour la défense du Coran, ancien militant du MTI, mais qui, après la prison, s'est éloigné du parti : « Ce mouvement n'est pas avec Ennahdha. Il y a évidemment des anciens militants islamistes qui participent, mais qui aujourd'hui ne sont plus avec Ennahdha, car ils ont décidé de s'engager dans le milieu associatif, tout en se séparant de la logique partisane. C'est une logique différente, même si on partage les mêmes valeurs »⁴¹.

L'analyse des mobilisations contre la COLIBE fait ainsi ressortir une dynamique de reconfiguration d'un réseau à référent islamique qui prend ses distances formelles par rapport au parti Ennahdha, mais qui semble être compatible avec le processus de spécialisation du parti, dans une logique de complémentarité qui s'apparente à une division de compétences (Gana et Sigillò, 2019). D'après un activiste d'une association caritative « Il est crucial de la développer la *da'wa* par le bas, à partir du champ associatif ».⁴² D'une part, ces acteurs considèrent les associations comme les « activateurs » de ces valeurs islamiques qui ont été progressivement négligées par le parti ; d'autre part, ils légitiment finalement la nature civile du parti, qui a désormais engagé formellement la politique de compromis avec les forces laïques. Cette position est confirmée par les cadres du parti, qui conçoivent les mobilisations comme une sorte de « délégation » des affaires religieuses à la société civile, dans le cadre de la spécialisation : « Le parti ne peut pas utiliser la religion comme argument. Le processus de spécialisation a permis de distinguer la politique et la religion, donc c'est la société civile qui doit se mobiliser pour les questions religieuses »⁴³.

Certains activistes qui font partie du Collectif soulignent les effets positifs de la spécialisation pour la mouvance islamique. Comme l'a déclaré le secrétaire général de l'association DWI, fondé par Habib Ellouze : « Grâce à la spécialisation, la sphère publique islamique est diversifiée, ce qui réduit le risque que le Mouvement soit affaibli par les 'forces laïques'. On est une force souple, on s'adapte »⁴⁴. De ce point de vue, le processus de spécialisation semble représenter une « stratégie de survie » qui a permis la une reconfiguration des réseaux à la suite d'une crise politique difficile qui avait fortement délégitimé les acteurs islamiques dans le pays.

Par ailleurs, il convient de noter que les mobilisations susmentionnées ont vu la participation non seulement des activistes proches d'Ennahdha, mais aussi d'autres acteurs à référence islamique, tels que des activistes liés aux mouvements salafistes en rupture avec le parti depuis 2013 : « nous ne sommes pas du tout avec Ennahdha et son agenda politique, mais en ce moment particulier nous avons les mêmes objectifs : la défense de l'islam. Alors on se

40. Entretien, Tunis, juillet 2018.

41. Entretien, Tunis, juillet 2018.

42. Entretien, Médenine, mai 2017.

43. Entretien avec le porte-parole d'Ennahdha, Tunis, octobre 2018.

44. Entretien avec le secrétaire général de DWI, Tunis, juin 2018.

mobilise ensemble »⁴⁵. Le milieu salafiste a aussi accueilli quelques militants d'Ennahdha qui ont quitté le parti depuis sa transformation de ses modes d'action. En effet, la frustration et le sentiment de trahison de la part des courants plus radicaux du parti vis-à-vis Ennahdha, a poussé certains militants à s'investir dans le secteur associatif tout en déclenchant une reconfiguration des relations « par le bas » avec différents acteurs islamiques, tels que les groupes salafistes. Ce milieu se positionne donc de manière critique par rapport aux choix pragmatiques du parti, voire ouvertement conflictuelle.

Ce phénomène est lié à la troisième trajectoire analysée dans cet article. C'est le sentiment de frustration croissant et la recherche d'un engagement politique alternatif à Ennahdha. Une partie des militants de la première génération du mouvement est extrêmement déçue de la nouvelle politique de compromis d'Ennahdha avec les forces séculières. Ces militants appartiennent aux franges salafistes d'Ennahdha qui se sont distancées du parti depuis 2013, ou sont des activistes qui n'entretiennent plus de liens organiques avec le parti. Ces derniers déclarent préférer transposer les valeurs islamiques dans la société en se distinguant formellement du parti : « Le parti joue maintenant à faire de la politique « professionnelle », à négocier des compromis avec l'ancien régime. En raison de ce compromis, le parti est complètement détaché du peuple tunisien et des valeurs de l'islam. Je préfère me concentrer sur des choses concrètes, comme m'engager dans la société civile, au nom de Dieu »⁴⁶. Un autre ancien militant du parti, électeur d'Ennahdha aux élections de 2011 et 2014, explique pourquoi il n'a pas voté pour le parti aux dernières élections : « Je ne peux pas supporter que le mouvement dont j'ai fait partie ait fait des compromis avec les gens de l'ancien régime qui m'ont torturé dans les années 1990 »⁴⁷.

Les mécontentements et le sentiment de trahison se sont accrus après la transformation autoproclamée d'Ennahdha en parti civil, dans une tentative de se déplacer vers le centre du spectre politique (Dell'Aguzzo et Sigillò, 2017).⁴⁸ Dans le cadre de cette désillusion, une partie du mouvement associatif se revendique comme le défenseur du militantisme islamique que le parti aurait progressivement délaissé. On assiste ainsi à la diffusion de récits contre Ennahdha, désormais considérée par des activistes comme faisant partie de l'establishment déconnecté de la base. Cela est particulièrement visible dans le cas de « l'affaire Jaouadi » à Sfax. Pendant la campagne contre les imams non-officiels menée par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme lancée en 2015, Jaouadi est limogé de sa mosquée à la suite d'une accusation officielle « d'inciter à la radicalisation »⁴⁹. L'exclusion des jeunes imams plébiscités après la révolution représente le début d'une nouvelle phase où la direction du parti prend les décisions avec les forces séculières du gouvernement de coalition. L'association Lakhmi, dont Jaouadi est le président, lance une campagne de protestation contre ce « gouvernement du compromis »

45. Entretien avec l'ex président d'une association qui se réclame du salafisme, Tunis, juillet 2018.

46. Entretien, Tunis, juillet 2019.

47. Entretien, Tunis, octobre 2019.

48. Ainsi, une scission a éclaté entre ceux qui ont refusé un tel changement au nom de l'idéal islamiste originel et ceux qui pensaient que le nouveau moment historique exigeait une séparation de la politique et de la prédication.

49. Cf. <http://kapitalis.com/tunisie/2015/09/15/mosquee-sidi-lakhmi-de-sfax-limogeage-de-limam-radical-ridha-jaouadi/>

et l'accuse d'avoir violé la liberté de culte. La mobilisation de la communauté islamique sfaxienne renouvelle ainsi un espace de récit contre « l'islam d'État » : « les imams doivent être choisis par le peuple, pas par le gouvernement », « Ennahdha est devenu comme le RCD »⁵⁰.

Dans ce contexte, certains acteurs appartenant au courant idéologique le plus conservateur d'Ennahdha et qui ont quitté le parti ont saisi la spécialisation comme une opportunité de recomposer les liens entre sphères politiques et religieuses. En effet, il se forme ainsi un groupe de militants qui conçoit leur engagement dans le domaine associatif comme un véritable activisme islamique (où *da'wa* et politique se recompose dans une unité), selon une logique de reconstruction d'un mouvement unifié hors du parti. « La *da'wa* est la véritable politique, elle doit être construite par le bas, pas à partir des partis bourgeois, comme Ennahdha »⁵¹. Dans ce milieu, les activistes se sont distingués par leurs positions critiques vis-à-vis du parti. Aux dernières élections législatives, ils se sont présentés dans la liste *Itilaf al-Karama*, composée d'un groupe hétérogène d'activistes (anciens militants d'Ennahdha, salafistes, *cheiks* « indépendants » comme Ridha Jaouadi et Mohamed Affès).

Conclusion

Cet article montre l'intérêt d'étudier le milieu associatif à référence islamique comme composante analytique fondamentale pour comprendre les transformations de l'islam politique en Tunisie. L'analyse a porté sur l'évolution des dynamiques relationnelles entre le parti islamiste et les réseaux associatifs, de la chute du régime autoritaire jusqu'aux élections législatives d'octobre 2019. Nous avons souligné que la relation entre le parti et le champ associatif religieux ne semble pas définie comme relevant d'une stratégie convenue par les activistes islamistes gravitant autour d'Ennahdha. Autrement dit, les relations entre les associations et le parti sont loin d'être fonctionnelles et définitivement fixées. En effet, la question de savoir comment traiter les activités religieuses par opposition aux activités politiques reste extrêmement controversée. Si d'un côté, ce milieu associatif islamique s'est développé en Tunisie en tant que force sociale proche d'Ennahdha, de l'autre les associations à référence religieuse se sont progressivement positionnées de façon ambivalente par rapport au parti, dans une logique à la fois de professionnalisation dans le secteur associatif (et donc d'autonomie de la sphère politique), de complémentarité avec le parti et de défiance politique vis-à-vis du parti. Les trois trajectoires présentées ici ne sont cependant pas mutuellement exclusives.

D'abord, l'action des associations peut relever de logiques différentes de la logique partisane. En effet, le processus de professionnalisation pose des nouveaux dilemmes à certaines associations – comme les organisations caritatives - liés au besoin de se légitimer vis-à-vis de l'État et des bailleurs de fonds occidentaux. Ensuite, l'analyse a mis en évidence le déplacement du religieux de l'espace partisan au milieu associatif, selon une logique de division

50. Extraits d'entretiens avec les membres du syndicat des imams, Sfax, Mai 2016. Cf. aussi <http://kapitalis.com/tunisie/2015/11/06/sfax-un-syndicat-islamiste-appelle-a-manifester/>

51. Page facebook de Ridha Jaouadi.

des compétences. En d'autres termes, les associations se sont révélées être la sphère d'activation des valeurs islamiques - officiellement abandonnées par Ennahdha dans le cadre de la spécialisation, dans une conjoncture politique spécifique. Celle-ci est notamment liée à l'affaiblissement d'Ennahdha après la crise politique de 2013. Par ailleurs, les dernières mobilisations contre la COLIBE ont montré comment les associations soutenaient de manière autonome un agenda au nom de la « société civile ».

Last but not least, l'analyse met en évidence une troisième trajectoire. Une partie de ce milieu associatif islamique se mobilise selon une logique de reconfiguration des réseaux qui semble défier idéologiquement le parti Ennahdha. Leurs membres sont pour la plupart des anciens militants, qui ne se reconnaissent plus dans la nouvelle politique pragmatique du parti. Par conséquent, ils se sont détachés du parti et adoptent à son égard une position ambivalente, à la fois conflictuelle. Dans ce cadre, on observe dans la sphère associative un rapprochement entre des activistes qui étaient liés aux courants salafistes et des anciens militants d'Ennahdha. Dans cette perspective, l'analyse illustre la manière dont le secteur associatif à référent islamique s'est construit comme un nouveau terrain de jeu pour la diffusion d'un nouveau militantisme islamique au-delà du parti Ennahdha.

Bibliographie

- AÏT-AOUDIA Myriam et DÉZÉ Alexandre, 2011, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane », *Revue française de science politique*, 61(4), p. 631-657.
- AÏT-AOUDIA Myriam, 2013, « La genèse d'une mobilisation partisane: continuités et politisation du militantisme caritatif et religieux au sein du FIS », *Politix*, (2), p. 129-146.
- BAYAT Asef, 1996, "The coming of a post-Islamist Society", *Critique: Journal for Critical Studies of the Middle East*, 5,9, p. 43-52.
- BEN NÉFISSA Sarah 2002, « Citoyenneté morale en Égypte. Une association entre État et Frères musulmans », in NEFISSA, S. *en collaboration avec S.(dirs.)*, *Associations et pouvoirs dans le monde arabe*, Paris, Éditions du CNRS, p. 147-179.
- BEN NÉFISSA Sarah 2004, *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Karthala.
- BURGAT François, 2008, *L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Petite bibliothèque Payot.
- CAVATORTA Francesco et MERONE Fabio, 2015, "Post-Islamism, ideological evolution and 'la tunisianité' of the Tunisian Islamist party al-Nahda. *Journal of Political Ideologies*, 20(1), p. 27-42.
- CHEYNIS Éric, 2008, *L'espace des transformations de l'action associative au Maroc: Réforme de l'action publique, investissements militants et légitimation internationale*, Thèse de doctorat, Paris 1.
- DESTREMAU Blandine, 2009, « La protection sociale en Tunisie. Nature et cohérence de l'intervention publique », in CATUSSE Myriam et al. (dir.), *L'Etat face aux débordements du social au Maghreb : Formation, travail et protection sociale*, Aix en Provence-Paris: Iremam-Khartala, p. 129-172.

- FERJANI Mohamed-Chérif, 2014, « La société civile dans le discours politique tunisien, avant et après la révolution », *Développement durable, citoyenneté et société civile*, n° 53.
- GANNA Alia et SIGILLÒ Ester, 2019, « Les mobilisations contre le rapport sur les libertés individuelles et l'égalité (COLIBE) : vers une spécialisation du parti Ennahdha dans l'action partisane ? », *Année du Maghreb*, n° 21, p. 377-383.
- GOBE Éric et CHOUIKHA Larbi, 2014, La Tunisie politique en 2013 : de la bipolarisation idéologique au « consensus constitutionnel » ? *L'Année du Maghreb*, n° 11, p. 301-322.
- GRASSO Anna, 2018, « Le contrôle public des mosquées après 2011 : vers une nouvelle politique religieuse de l'État tunisien ? », dans ALLAL Amin & GEISSER Vincent (dir.), *Tunisie : Une démocratisation au-dessous de tout soupçon*, Paris, CNRS Éditions.
- HIBOU Béatrice, 2006, *La force de l'obéissance: économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte.
- MARKS Monica, 2015, "Tunisia's Ennahda: Rethinking Islamism in the context of ISIS and the Egyptian coup" *Rethinking Political Islam Series*, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/Tunisia_Marks-FINAL_2.pdf.
- MCCARTHY Rory, 2015, "Protecting the sacred: Tunisia's Islamists Movement Ennahda and the challenge of free speech," *British Journal of Middle Eastern Studies*, 42 (4), p. 447 - 464.
- MERONE Fabio et CAVATORTA Francesco, 2013, "Salafist movement and sheikh-ism in the Tunisian democratic transition", *Middle East Law and Governance*, 5(3), p. 308-330.
- MERONE Fabio, SIGILLÒ Ester et DE FACCI Damiano, 2018, "Nahda and Tunisian Islamic activism", in AKBARZADEH S. et CONDUIT Dara (dirs.), *New Opposition in the Middle East*, Palgrave MacMillan.
- MOHSEN-FINAN Khadija, 2005, « Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique », *Politique étrangère*, n° 1, p. 73-84.
- NETTERSTRØM Kasper Ly, 2015, "After the Arab Spring: The Islamists' Compromise in Tunisia." *Journal of Democracy*, 26 (4), p. 110-124.
- ROY Olivier, 1999, « Le post-islamisme », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 85(1), p. 11-30.
- SAWICKI Frédéric, 1994, « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, 20(1), p. 83-110.
- SAWICKI Frédéric, 2017, *Les réseaux du Parti socialiste: sociologie d'un milieu partisan*, Belin.
- SBEIH Sbeih, 2019, « Reconfiguration du politique par la professionnalisation associative. Le cas de deux associations palestiniennes », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (145), p. 279-302.
- SENIGUER Haoues, 2013, « Genèse et transformations de l'islamisme marocain à travers les noms. Le cas du Parti de la justice et du développement », *Mots. Les langages du politique*, (103), p. 111-120.

SIGILLÒ Ester, 2018, *Mobilizing for or through development? Trajectories of civic activism in post-authoritarian Tunisia*, Thèse de doctorat, Istituto di Scienze Umane e Sociali, Scuola Normale Superiore, Florence.

SIGILLÒ Ester, 2019, "Going professional: The evolution of Islamic charitable associations in post-authoritarian Tunisia", American University in Cairo Press, <https://manshurat.org/>

WOLF Anne, 2017, *Political Islam in Tunisia: The History of Ennahda*. Oxford University Press.

